

## **Un partenariat stratégique France–Haïti pour la stabilité et la prospérité**

**Mars 2026**

### **L’Institut Macaya : une vision portée par les Haïtiens pour l’autonomie économique et une croissance durable**

L’Institut Macaya est un think tank du secteur privé fondé en 2022 par des entrepreneurs haïtiens de milieu de carrière qui estiment que la crise haïtienne puise ses racines dans des décennies d’instabilité politique, de mauvaise gestion de l’État et de déséquilibres socio-économiques.

L’institut Macaya s’appuie sur l’idée que la crise profonde qui secoue Haïti doit être l’occasion d’un débat en profondeur et sans tabou pour conduire Haïti vers un avenir qui tire les conséquences des difficultés passées pour ne plus les reproduire.

Le retour de la sécurité est une condition cardinale pour envisager d’amorcer un cercle vertueux de développement. Ainsi, l’ensemble des développements de ce document s’entendent dans le cadre bien compris du retour de la sécurité durable.

Toutefois, les expériences de pacification observées dans d’autres pays montrent que la sécurité ne peut être durable si elle ne s’accompagne pas d’une perspective économique concrète, contribuant elle-même à la stabilité politique. Nous pensons que cela doit être anticipé, sans attendre le retour effectif de la sécurité : il s’agira d’être prêts à déployer une stratégie d’investissements dès le retour de conditions favorables.

Le redressement d’Haïti est possible s’il est fondé sur des principes recentrés et des lignes directrices claires qui se dotent pour objectif de parvenir à des institutions politiques stables et le retour de la croissance.

Cela passe par :

- Un engagement à respecter les règles démocratiques et la méritocratie, avec un fort accent sur l’alternance politique pacifique par des élections libres et régulières ;
- La mise en place d’institutions transparentes et modernes grâce à la digitalisation de leurs services ;

- Le développement de l'attractivité du pays pour favoriser l'investissement, stimuler la croissance et la création d'emplois en s'appuyant notamment sur le patriotisme économique afin d'enrayer la fuite des richesses ;
- La sécurité, y compris juridique, indispensable à un climat des affaires sécurisé et rentable, et la garantie de conditions de concurrence équitables pour les entreprises ;
- Des partenariats public-privé pour prioriser des infrastructures et des équipements collectifs durables favorables à la population et aux affaires ;
- Des politiques économiques inclusives, dans le cadre d'une économie de marché, qui créent des opportunités pour tous les Haïtiens, favorisent le progrès social, réduisent les inégalités et permettent de produire de la richesse.

Nous croyons que les Haïtiens doivent assumer la responsabilité de la reconstruction et du développement de leur pays, en réduisant progressivement leur dépendance à l'aide au développement extérieure, en investissant à l'intérieur de leur pays. Nous sommes déterminés à faire progresser la transformation d'Haïti en favorisant de solides partenariats avec les acteurs locaux et internationaux, y compris la diaspora du pays.

C'est par la reconstruction de son économie qu'Haïti conquerra sa véritable indépendance, par une exploitation stratégique de ses richesses, notamment naturelles. À cet effet, les investissements dans les infrastructures collectives doivent faire l'objet d'une planification mise en œuvre selon des priorités.

Pour contribuer à ces objectifs, nos travaux visent à proposer des pistes économiques afin qu'Haïti développe des relations commerciales partenariales. Nous reconnaissons qu'assumer un rôle de leadership dans ce parcours exige une conduite exemplaire et un fort sens des responsabilités, de lucidité, des engagements que nous sommes pleinement prêts à respecter.

### **La coopération franco-haïtienne : une relation basée sur des liens historiques qui doit se projeter dans une perspective mutuellement stratégique et bénéfique**

La coopération franco-haïtienne demeure riche de nombreux acquis, pourtant sur le terrain, elle apparaît aujourd'hui recentrée sur la gestion de l'urgence, et trop saupoudrée. Dans un contexte de crise prolongée, cette tendance alimente l'idée d'un désengagement progressif, au moment même où une coopération mieux cadrée pourrait produire des effets de stabilisation et de développement durables.

C'est pourquoi, l'Institut Macaya plaide, dans cet esprit, pour une relance de la relation bilatérale autour d'un partenariat stratégique, pragmatique. Il s'agit de passer d'une logique principalement

assistancielle à une logique d'investissement et de co-construction, fondée sur des objectifs mesurables, des priorités partagées et des mécanismes de redevabilité. Cette approche peut, par surcroît, être soutenue par la politique d'aide au développement des projets structurants et de mobilisation des capitaux promue par le programme européen Global Gateway, en s'appuyant largement sur les outre-mer français de la Caraïbe.

Cette redéfinition des relations franco-haïtienne est confortée par les liens historiques qui unissent les deux pays. Dans cette optique, les questions de mémoire, en particulier, le débat haïtien sur l'indemnité du XIXe siècle, ne devraient pas constituer un préalable paralysant : l'enjeu principal est d'ouvrir un nouveau cycle de coopération davantage créatrice de résultats, au bénéfice des sociétés haïtienne et française. Dans la crise multidimensionnelle que traverse Haïti, le redressement suppose la convergence entre une vision nationale partagée, stratégique et réaliste, et un accompagnement ciblé et innovant de partenaires internationaux engagés, desquels, la France.

Une politique étrangère moderne ne peut reposer sur une assistance indéfinie ; elle doit être adossée à des intérêts réciproques et à des mécanismes de redevabilité. Pour la France, un partenariat ciblé avec Haïti constitue aussi une opportunité de contribuer à la stabilité durable dans la Caraïbe, de soutenir ses intérêts économiques dans la région et d'accompagner Haïti vers l'autonomie institutionnelle et économique.

Haïti est face au défi de se repenser pour sortir durablement de la crise. Les entrepreneurs regroupés au sein de l'Institut Macaya sont déterminés à participer pleinement à la construction d'une nouvelle vision nationale, portée par des priorités qui s'articulent autour de trois axes : la refondation des institutions de l'État, la relance économique et la modernisation de la société, afin de créer massivement des emplois pour une population majoritairement jeune en quête d'opportunités, de dignité et de mobilité sociale.

De son côté, la France, tout comme l'Union Européenne (UE), cherchent à consolider leur positionnement dans un environnement géopolitique plus compétitif, où les alliances traditionnelles et la relation aux partenaires historiques sont réinterrogées. Dans un cadre de sécurité renforcé, à tout point de vue, avec des contreparties garantissant une bonne gouvernance, Haïti, qui abrite la plus grande population francophone des Amériques, peut devenir un partenaire stratégique dans les Amériques : une plateforme manufacturière compétitive, un marché de 12 millions de consommateurs, un pont vers l'Amérique du Nord, et un espace d'opportunités pour les entreprises françaises en général, de la zone en particulier. Une telle perspective présente un intérêt particulier pour les outre-mer français, car les équilibres géopolitiques en pleine mutation appellent une stratégie de prévention de crise, en créant des circuits d'approvisionnement courts. Plus globalement, ces derniers sont également en quête d'un modèle économique renouvelé, moins coûteux pour l'État, moins dépendant des approvisionnements en provenance de l'Europe et plus intégré dans leur espace régional, y compris culturellement. A cet égard, Haïti constitue pour les outre-mer, donc la France, un partenaire naturel.

## **Renforcer la stratégie de coopération franco-haïtienne en s'appuyant sur les entrepreneurs**

Un engagement français ciblé et soutenu en Haïti gagnerait à s'inscrire dans une stratégie holistique, définie sans délai, et déployée dès que des progrès tangibles seront enregistrés sur le plan sécuritaire. Cette stratégie pourrait compléter les efforts de stabilisation en cours en consolidant les capacités nationales et en accélérant l'investissement productif. Elle devrait couvrir, de manière cohérente, la gouvernance (réformes institutionnelles), le développement humain (l'éducation et la montée en compétences) et la croissance économique.

### **1. Global Gateway : La France porte d'entrée de la coopération avec Haïti**

Haïti est un pays à reconstruire dans tous les domaines. Elle doit se préparer à tirer parti des opportunités offertes par les accords commerciaux dont elle bénéficie déjà ou pourrait bénéficier (par exemple : « Tout sauf les armes », Accord de Partenariat Économique, qui ouvrent un accès préférentiel à des marchés substantiels.

A l'heure où l'UE discute de son prochain cadre financier pour la période 2028-2034, Haïti doit dès maintenant se positionner pour créer les conditions de la mobilisation, aux côtés de partenaires publics et privés, des financements et expertises disponibles dans le cadre du programme Global Gateway, orientés vers des infrastructures collectives durables.

Les besoins et opportunités d'Haïti s'alignent naturellement sur les cinq piliers de Global Gateway :

- **Numérique** – Connectivité (fibre, backbone, data centers), services numériques, cybersécurité, e-gouvernement, innovation ;
- **Climat et énergie** – Énergies renouvelables, efficacité énergétique, réseaux et stockage, interconnexions, résilience climatique ;
- **Transports** – Corridors logistiques, ports, aéroports, routes critiques, sécurité et facilitation des échanges ;
- **Santé** – Renforcement des systèmes, infrastructures, laboratoires, chaînes d'approvisionnement, surveillance ;
- **Éducation et recherche** – Infrastructures éducatives, compétences, coopération scientifique, numérique éducatif.

Haïti a également l'opportunité de rattraper certains retards structurels en tirant parti de la rapidité de diffusion des nouvelles technologies de rupture (notamment l'intelligence artificielle) et des solutions de gouvernance numérique. Elles permettront d'améliorer l'efficacité de l'administration publique, de renforcer la transparence, et dès lors de créer un climat des affaires favorable.

## 2. Réformer les institutions et lutter contre la corruption

Pour restaurer la crédibilité de l'État et renforcer la confiance, Haïti doit moderniser ses institutions afin d'améliorer la transparence, réduire les inefficiences et prévenir et sanctionner la fraude.

En parallèle, la mise en œuvre de services publics numériques, de solutions de paiement et de finance digitale permettra de rendre les services publics efficaces, rationaliser la collecte de recettes et limiter les marges de détournement des chaînes de décision.

Des mécanismes de reddition de comptes doivent irriguer l'ensemble de l'appareil public pour installer durablement une gouvernance redevable et attractive pour l'investissement. L'expérience française en matière d'identification biométrique, de dématérialisation des administrations, tout en conservant des réseaux de services publics de proximité, pourra, là aussi, profiter à la modernisation de l'État d'Haïti.

## 3. Recentrer les investissements vers des secteurs économiques disposant d'un potentiel de croissance réel

- **Base manufacturière et accès aux marchés** : Haïti peut devenir un pôle régional de production, en offrant une alternative de proximité pour la diversification des chaînes d'approvisionnement. Avec une main-d'œuvre jeune et un marché domestique d'environ 12 millions de personnes, le pays peut générer des économies d'échelle pour des entreprises opérant depuis les marchés ultramarins, trop étroits pour y parvenir, tout en se positionnant comme passerelle vers l'Amérique du Nord et l'Europe. Dans ce cadre, Haïti constituera un point de rayonnement pour l'UE, la commercialisation avec les outre-mer supposant un alignement sur ses normes qui, en retour, ouvriront à Haïti l'accès à de nombreux marchés.
- **Tourisme et développement des îles** : Haïti dispose d'atouts naturels et culturels exceptionnels, notamment via ses îles, pouvant être davantage exploitées. Des investissements structurants (infrastructures d'accès, hôtellerie, ports de croisière, écotourisme) pourraient créer des emplois, stimuler les recettes et repositionner Haïti comme destination caribéenne, y intégrant des standards élevés de sûreté, de durabilité et de gouvernance foncière. Haïti pourra, à cet égard, bénéficier de la réflexion nourrie et des innovations réussies en matière de blocages fonciers dans les outre-mer français, avec lesquels elle partage un certain nombre de problématiques.
- **Développement agricole et sécurité alimentaire** : La modernisation de l'agriculture (irrigation, chaînes de valeur, stockage, agro-industrie) est essentielle pour réduire la dépendance aux importations, renforcer les économies rurales et créer des emplois

durables. Des partenariats public-privé peuvent favoriser la diffusion d'innovations, l'accès au financement et la résilience climatique.

- **Infrastructures (énergie, ports, routes, télécommunications)** : Les infrastructures sont un préalable à la compétitivité. Une approche méthodique, orientant prioritairement l'effort vers la construction d'infrastructures collectives durables et mobilisant également l'investissement privé - avec des cadres de régulation et de partage des risques adaptés - peut améliorer l'efficacité, la maintenance et la durabilité des projets.
  - **Ressources naturelles et secteur minier responsable** : Les ressources minérales d'Haïti pourraient constituer une source significative de recettes publiques si elles sont mises en valeur dans un cadre transparent, bien régulé et conforme aux meilleures pratiques environnementales et sociales. L'enjeu est de garantir une répartition équitable des bénéfices, de prévenir la corruption et de protéger les communautés et les écosystèmes.
  - **Logement et développement urbain** : La demande en logements abordables et résilients est considérable. Une stratégie de reconstruction et de développement urbain, combinant rénovation de Port-au-Prince et dynamisation des villes secondaires, peut réduire la pression sur la capitale, favoriser la mobilité interne, soutenir l'emploi et structurer des zones économiques régionales. Il s'agira de définir un modèle de « logements sociaux et intermédiaires » ancré dans la réalité économique haïtienne. Dans ce domaine, eu égard à la solide expérience française en matière de financement et de construction de politiques publiques du logement, il pourrait émerger de regards croisés.
  - **Sport et culture** : Le dynamisme de la jeunesse haïtienne, y compris dans les domaines du sport et de la culture, constitue un actif stratégique. Des programmes structurés (formation, infrastructures, filières professionnelles, industries créatives) peuvent transformer ce potentiel en opportunités économiques, de cohésion sociale et de rayonnement.
4. **Mettre la francophonie au service d'un rapprochement entre les entreprises françaises et haïtiennes**

La France dispose d'un savoir-faire reconnu dans des secteurs clés susceptibles de soutenir la trajectoire de transformation d'Haïti, tout en créant les conditions de rapprochement des acteurs haïtiens et français : éducation et formation, tourisme et valorisation de patrimoine, numérique et innovation technologique, arts et métiers et industries créatives, traitement et valorisation des déchets, logements sociaux, énergie, agriculture et transformation agricole, BTP, sport, ingénierie et services...

L'investissement français en Haïti ne doit pas être assimilé à de la charité, mais à une stratégie de création de valeur partagée, fondée sur des conditions-cadres claires, la réduction des risques et la recherche d'impact.

### **Une coopération structurante pour la croissance et la prospérité partagée**

L'Institut Macaya souhaite donc engager avec les partenaires français un dialogue exigeant, afin de contribuer à l'élaboration de politiques et de mécanismes de coopération et de partenariats capables d'accompagner la transition d'Haïti de l'instabilité vers la prospérité. L'objectif est de privilégier la coopération structurante, la croissance et l'investissement stratégique de long terme, plutôt qu'un appui fragmenté et dont la continuité demeure hypothétique.

Nous sommes disponibles pour échanger avec les autorités françaises et les partenaires concernés sur cette vision, pleinement cohérente avec l'approche européenne portée par Global Gateway.